



PRÉFET DU BAS-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand-Est

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 14 JAN. 2025

autorisant la société EVOS à étendre et modifier la chaufferie de Strasbourg-Hautepierre

LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN

- VU** le Code de l'environnement ;
- VU** la décision d'exécution (UE) 2017/1442 de la commission du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion ;
- VU** la décision d'exécution de la Commission n° 2012/249/UE du 07 mai 2012 concernant la détermination des périodes de démarrage et d'arrêt aux fins de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;
- VU** l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW, soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 septembre 1991 autorisant, en régularisation, la remise en service des installations de la centrale thermique au 60 rue Jean Giraudoux 67200 STRASBOURG ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 2019, pris en application du livre 1er titre V du Code de l'environnement, définissant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter accordée à la société Chaleur Hautepierre à Strasbourg, 60 rue Jean Giraudoux ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 mars 2023 modifiant les prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter la centrale thermique de Strasbourg Hautepierre, 60 rue Jean Giraudoux ;

- VU** la demande d'autorisation environnementale déposée le 10 février 2024 par la société EVOS, 16 avenue de l'Europe 67300 Schiltigheim, (SIRET 912 290 061 00015), en vue d'exploiter (extension et modifications) une chaufferie au 60 rue Jean Giraudoux à STRASBOURG (67200) ;
- VU** le rapport n° 24.023 V1 mars 2024 de la tierce expertise du dossier d'évaluation des risques sanitaires accompagnant la demande d'autorisation susvisée ;
- VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du Code de l'environnement ;
- VU** l'avis du 20 juin 2024 de l'Autorité Environnementale ;
- VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur, datés du 24 septembre 2024, exprimés à l'issue de l'enquête publique, ordonnée par arrêté préfectoral du 03 juillet 2024 et qui s'est déroulée du 22 juillet 2024 au 31 août 2024 ;
- VU** les avis émis par les conseils municipaux des communes consultées ;
- VU** le rapport et les propositions en date du 04 décembre 2024 de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'avis rendu par le CODERST lors de sa réunion du 09 janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT que le projet de l'exploitant consiste à ajouter à la chaufferie, totalement convertie au gaz par abandon du fioul et partiellement rénovée en 2023, deux chaudières utilisant la biomasse, plaquettes forestières et palettes broyées de classe A (du bois propre), comme combustible, soit : une chaudière de 8,8 MW et une chaudière de 16,7 mW (soit 25,5 MW au total) ;

CONSIDÉRANT que les techniques de traitement des fumées de ces chaudières à biomasse, combinant multicyclone, injection de réactifs (chaux et charbon actif), abattement non catalytique des oxydes d'azote, filtre à manche et laveur (condenseur) sont parmi les meilleures techniques disponibles, et permettent notamment pour ce qui est des oxydes d'azote, des poussières, des gaz acides et des composés organiques totaux de prescrire des valeurs inférieures à celles proposées par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'extension du réseau de chaleur alimenté par la chaufferie est de nature à limiter le recours aux appareils de chauffage individuels et collectifs aux émissions moins bien traitées et surveillées que celles de la chaufferie ;

CONSIDÉRANT que le risque de prolifération et de dissémination de légionelles induit par la récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (laveur condenseur) est efficacement prévenu par des prescriptions techniques éprouvées, de portée nationale qu'il convient de compléter marginalement, suivant des préconisations de l'Agence Régionale de Santé ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté, construites en référence à la décision d'exécution et aux arrêtés ministériels susvisés rendent opposables, dans le contexte de son implantation, à la chaufferie EVOS, des valeurs-limites de rejet et des modalités de surveillance des émissions conformes aux exigences de la décision d'exécution 2017/1442 susvisée ;

CONSIDÉRANT que les hypothèses de l'évaluation des risques sanitaires (ERS), soumise à tierce expertise, ont été prises en compte pour la rédaction du présent arrêté qui prévoit de plus, pour les polluants « poussières », « oxydes d'azote », « oxyde de soufre », « composés organiques volatils », « chlorure d'hydrogène », « dioxines » des valeurs inférieures aux hypothèses de cette évaluation, et que par rapport à ces hypothèses, la hauteur des

cheminées des chaudières alimentées en biomasse a été portée à 24 m, soit 3 m de plus que celle, de 21 m, prise en compte pour les modélisations de l'ERS ;

CONSIDÉRANT que pour la prescription des flux annuel à ne pas dépasser, le présent arrêté se base, outre les valeurs de concentration en moyenne annuelle de la décision d'exécution (UE) 2017/1442 (lorsqu'elle en définit) ; sur les hypothèses d'horaires de fonctionnement annuel par appareil (GN1 : 62 h/an, GN2 : 1100 h/an, GN3 : 1100 h/an, GN4 : 62 h/an, GN5 : 4350 h/an, GN6 : 4350 h/an, GE3 : 2300 h/an, GE4 : 4400 h/an, GB1 : 6300 h/an, GB2 : 4000 h/an), provenant de l'ERS, mais que ces hypothèses de fonctionnement horaire ne sont pas traduites en prescription pour rendre possible des schémas de fonctionnement différents dès lors que sont respectés les flux annuels prescrits ;

CONSIDÉRANT que les modélisations alimentant l'évaluation des risques sanitaires (ERS) ont été réalisées dans une hypothèse très majorante, soit le fonctionnement simultané de toutes les chaudières (plus de 172 MW) ;

CONSIDÉRANT que la puissance maximale susceptible d'être réellement mobilisée jusqu'au 1^{er} janvier 2029 par fonctionnement simultané de chaudières et du groupe électrogène est de 124 MW pour près de 175 MW installés (somme des puissances nominales unitaires des appareils présents en comptant le groupe électrogène de secours au fuel), et que ces 124 MW ne représentent que 72 % de la puissance considérée pour les modélisations de l'ERS ;

CONSIDÉRANT que les appareils au gaz les plus anciens, GE3 et GE4, seront progressivement mis à l'arrêt jusqu'au 01 janvier 2031 et qu'après cette date, la puissance maximale susceptible d'être mobilisée par fonctionnement simultané de chaudières et du groupe électrogène est ramenée à 116 MW ;

CONSIDÉRANT que, pour s'assurer en permanence d'un impact sanitaire acceptable, le présent arrêté prévoit que le rapport annuel imposé à l'article 6 de l'arrêté ministériel susvisé du 03 août 2018, rende compte explicitement chaque année du respect des hypothèses de l'ERS en termes d'enveloppe des émissions atmosphériques ;

CONSIDÉRANT que dans le même objectif, il est prescrit à l'exploitant la définition et la mise en œuvre d'une surveillance environnementale adaptée ;

SUR proposition du directeur de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

SOMMAIRE

TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	6
ARTICLE 1.1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	6
1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	6
1.1.2 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation, prescriptions applicables.....	6
ARTICLE 1.2 : Nature des installations.....	6
ARTICLE 1.3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	8
ARTICLE 1.4 : Durée de l'autorisation et cessation d'activité.....	8
1.4.1 Cessation d'activité et remise en état.....	8
1.4.2 Durée de l'autorisation.....	8
ARTICLE 1.5 : Garanties financières.....	8
ARTICLE 1.6 : Conformité au dossier et prescriptions applicables.....	8
ARTICLE 1.7 : Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	8
ARTICLE 1.8 : Commentaire des résultats de surveillance transmis.....	9
ARTICLE 1.9 : Consignes.....	9
ARTICLE 1.10 : Conditions d'exploitation en période de démarrage et d'arrêt.....	9
ARTICLE 1.11 : Rapport d'incident ou d'accident.....	9
TITRE 2 - Protection de la qualité de l'air.....	10
ARTICLE 2.1 : Conception des installations.....	10
2.1.1 Conduits et installations raccordées, conditions générales de rejet, taux de fonctionnement.....	10
ARTICLE 2.2 : Limitation des rejets.....	10
2.2.1 Dispositions générales.....	10
2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés.....	11
2.2.3 Conditions de respect des valeurs limites en concentration, mesures périodiques et en continu.....	15
ARTICLE 2.3 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	16
2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées.....	16
Mesures périodiques.....	16
Rapports trimestriels.....	17
ARTICLE 2.4 : Dispositions spécifiques.....	18
2.4.1 Dispositions particulières applicables en cas d'épisode de pollution de l'air.....	18
TITRE 3 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques.....	19
ARTICLE 3.1 : Prélèvements et consommations d'eau.....	19
3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau.....	19
3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux.....	19
ARTICLE 3.2 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	19
3.2.1 Points de rejet.....	19
3.2.2 Dispositions générales.....	19
3.2.3 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	20
ARTICLE 3.3 : Limitation des rejets.....	20
3.3.1 Caractéristiques des rejets externes.....	20
ARTICLE 3.4 : Surveillance des prélèvements et des rejets.....	22
3.4.2 Contrôle des rejets.....	22
ARTICLE 3.5 : Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols.....	22
3.5.1 Surveillance des eaux souterraines.....	22
3.5.2 Surveillance des sols.....	23
3.5.3 Protection des sols et des eaux souterraines.....	23
TITRE 5 - Protection du cadre de vie.....	23
ARTICLE 5.1 : Limitation des niveaux de bruit.....	23
5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	23
5.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores.....	23
5.1.3 Valeurs limites d'urgence.....	23
5.1.6 Vibrations.....	24
ARTICLE 6.3 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	24
6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie.....	24
TITRE 7 - Prévention et gestion des déchets.....	25

ARTICLE 7.1 : Limitation du stockage sur site.....	25
TITRE 8 - Conditions particulières applicables à certaines installations et équipements connexes.....	25
ARTICLE 8.1 : Laveur-condenseur.....	25
ARTICLE 8.2 : Dispositifs d'épuration des fumées et asservissement du fonctionnement des chaudières GB1 et GB2 à leur disponibilité.....	26
ARTICLE 8.3 : Silos à bois.....	26
ARTICLE 8.4 : Biodiversité.....	26
TITRE 9 Dispositions finales.....	26
ARTICLE 9.1 : Caducité.....	26
ARTICLE 9.2 : Délais et voies de recours.....	27
ARTICLE 9.3 : Publicité.....	27
ARTICLE 9.4 : Exécution.....	28

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société EVOS, 16 avenue de l'Europe 67300 Schiltigheim, (SIRET 912 290 061 00015), est autorisée à exploiter sur le territoire de STRASBOURG (67200), au 60 rue Jean Giraudoux, les installations détaillées dans les articles suivants.

La présente autorisation tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L.214-3 du Code de l'environnement ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- Autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre en application de l'article L.229-6. La présente installation est soumise au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre, car elle exerce les activités suivantes, listées au tableau de l'article R.229-5 du Code de l'environnement :

Activité	Gaz à effet de serre concerné
Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW (à l'exception des installations d'incinération de déchets dangereux ou municipaux).	Dioxyde de carbone

Le présent arrêté abroge et remplace les prescriptions des actes antérieurs susvisés du 30 septembre 1991, du 22 mai 2019 et du 13 mars 2023.

1.1.2 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation, prescriptions applicables.

ARTICLE 1.2 : Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3110	Chaudières gaz (« GN », « GE ») et biomasse (« GB »). La biomasse correspond à celle définie pour la rubrique 2910 A44MW (GE3), et se compose de plaquettes forestières (70%) et de broyats de palettes de classe A (30%).	10 appareils : 2 x 13,3 MW (GN2 et GN3), 2 x 25,5 MW (GN1 et GN4), 2 x 6,5 MW (GN5 et GN6), 44MW (GE3), 12 MW (GE4) 8,8 MW (GB 1) 16,7MW (GB2) 1 groupe électrogène de secours (2,5 MW au fioul)	124 MW en fonctionnement simultané. La chaudière GE4 n'est plus utilisée à partir du 01/01/ 2029	A

			La chaufferie GE3 est arrêtée au 01/01/2031 GE3 ne fonctionne pas si GN1 à 4 fonctionnent simultanément GE4 ne fonctionne pas avec GE5 et GE6	
4735-1b	Utilisation de l'ammoniac comme fluide d'échange	12 circuits de 114 kg chacun (pompes à chaleur)	1368 kg	DC
1532-2b	Stockage de biomasse		2500 m ³	D
2921-2	Récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère	Condenseurs des chaudières biomasse.	sans	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également des rubriques IOTA suivantes :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.1.0	Forage	3 piézomètres et un forage	-	D
1.1.2.0	Prélèvement en nappe		20 000 m ³ /an	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales		1,8 ha	D

(*) A (autorisation) ou D (Déclaration)

Au sens de l'article R.515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3110 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF LCP.

ARTICLE 1.3 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 1.4 : Durée de l'autorisation et cessation d'activité

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

1.4.2 Durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée sans limite de durée.

ARTICLE 1.5 : Garanties financières

Sans objet

ARTICLE 1.6 : Conformité au dossier et prescriptions applicables

L'installation est implantée et aménagée conformément aux descriptifs de la demande d'autorisation.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé s'appliquent, sans préjudice de celles du présent arrêté.

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration et à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à déclaration et à enregistrement incluses dans l'établissement en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et dans le respect des règles d'antériorité.

ARTICLE 1.7 : Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

ARTICLE 1.8 : Commentaire des résultats de surveillance transmis

Tout résultat de surveillance transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux :

- le fait est explicitement signalé dans le commentaire,
- la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués,
- les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais.

ARTICLE 1.9 : Consignes

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes adaptées sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

ARTICLE 1.10 : Conditions d'exploitation en période de démarrage et d'arrêt

Des consignes encadrent les phases de démarrage et d'arrêt. Ces consignes sont établies sur la base de la décision d'exécution de la Commission n° 2012/249/UE susvisée.

La durée des phases de démarrage et d'arrêt des installations est enregistrée.

Lorsque ces phases supposent un by-pass du filtre à manche (chaudières à biomasse) la durée de ce by-pass est enregistrée. Cette durée de by-pass est limitée à 0,2 % du temps de fonctionnement annuel des chaudières à biomasse.

(Rappel : le flux annuel réglementé au titre 2 inclut notamment les émissions durant ces phases).

ARTICLE 1.11 : Rapport d'incident ou d'accident

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R.512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous un délai maximal de 15 jours à l'inspection des installations classées.

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas de la biomasse, de 3 % dans le cas du gaz.

ARTICLE 2.1 : Conception des installations

2.1.1 Conduits et installations raccordées, conditions générales de rejet, taux de fonctionnement

Puissance (MW)	Appareil	Combustible	Hauteur de cheminée (m)	Diamètre de conduit (m)	Débit Nm ³ /h	Vitesse d'éjection minimale en marche nominale m/s	Traitement
25,5	GN1	Gaz naturel	28	1,4	31200	8	sans
25,5	GN4	Gaz naturel	28	1,4	31200	8	sans
13,3	GN2	Gaz naturel	28	0,9	16300	8	sans
13,3	GN3	Gaz naturel	28	0,9	16300	8	sans
44	GE3	Gaz naturel	28	1,9	51000	8	sans
12	GE4	Gaz naturel	28	1	14000	8	sans
6,5	GN5	Gaz naturel	28	0,7	8200	8	sans
6,5	GN6	Gaz naturel	28	0,7	8200	8	sans
8,8	GB1	Biomasse	24	1	16000	8	(*)
16,7	GB2	Biomasse	24	1	30000	8	(*)

(*) Multicyclone - Injection d'un mélange de chaux et de charbon actif - Filtre à manche - Laveur condenseur

ARTICLE 2.2 : Limitation des rejets

2.2.1 Dispositions générales

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

NB : Les polluants sont ceux définis à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé

• **CONCENTRATIONS**

Chaudières à gaz GN 1 à 6

Les valeurs en concentration suivantes ne sont pas dépassées :

Polluant	Concentration en mg/Nm ³
Oxydes d'azote (NOx)	85
Monoxyde de carbone	100

Chaudières à gaz GE3 et GE4

Les valeurs en concentration suivantes ne sont pas dépassées :

Polluant	Concentration en mg/Nm ³
Oxydes d'azote (NOx)	100
Monoxyde de carbone	100

Métaux, arsenic et leurs composés :

Les valeurs en concentration suivantes ne sont pas dépassées :

Polluant	Concentrations en µg/Nm ³				
	GE3	GE4	GN1 et GN4	GN2 et GN3	GN5 et GN6
Cadmium Cd	1,5	1,5	1,3	1,3	1,4
Mercure Hg	0,36	0,36	0,31	0,31	0,33
Arsenic As	0,28	0,28	0,24	0,24	0,25
Sélénium Se	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
Chrome total Cr	2	2	1,7	1,7	1,8
Cobalt Co	0,12	0,12	0,09	0,09	0,1
Cuivre Cu	1,2	1,2	1	1	1,1
Manganèse Mn	0,53	0,53	0,45	0,45	0,48
Nickel Ni	2,9	2,9	2,5	2,5	2,7
Vanadium V	3,2	3,2	2,7	2,7	2,9
Zinc Zn	40	40	34	34	37
Plomb Pb	1000	1000	1000	1000	1000

Chaudières à biomasse GB1 et GB2

Les valeurs en concentration suivantes ne sont pas dépassées :

Polluant	Concentration en mg/Nm ³
Poussières	5
Oxydes d'azote (NOx)	140
Monoxyde de carbone	150
Dioxyde de soufre	50
Composés Organiques Volatils totaux (COVT)	20
Ammoniac	5
Chlorure d'hydrogène	5
Fluorure d'hydrogène	1

Pour les métaux, l'arsenic, et leurs composés, les valeurs en concentration suivantes ne sont pas dépassées :

Polluant	Concentration en µg/Nm ³
Cadmium Cd	3
Mercure Hg	3
Arsenic As	17
Sélénium Se	2
Antimoine Sb	6
Chrome total Cr	16
Cobalt Co	5
Cuivre Cu	38
Étain Sn	18
Manganèse Mn	1240
Nickel Ni	26
Vanadium V	1
Zinc Zn	330
Plomb Pb	37
Chrome VI	3

Pour les dioxines et furannes, la valeur de 0,05 ng/Nm³ (pondération OTAN lteq) n'est pas dépassée.

Pour les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques, la valeur de 10 µg/Nm³ n'est pas dépassée.

• **FLUX HORAIRES, JOURNALIERS ET MENSUELS**

NB : le flux horaire s'obtient en utilisant pour le calcul le double de la valeur-limite en concentration précédemment fixée, le flux journalier s'obtient en prenant pour le calcul 1,1 fois cette valeur-limite en concentration, le flux mensuel (31 jours) s'obtient en prenant cette valeur-limite en concentration.

Chaudières à gaz GN1 et GN4

Les valeurs de flux suivantes ne sont pas dépassées pour chaque appareil :

Polluant	Flux horaire kg/h	Flux journalier kg/j	Flux mensuel en kg/mois
Oxydes d'azote (NOx)	5,3	70	1973
Monoxyde de carbone	6,2	82,4	2322

Chaudières à gaz GN2 et GN3

Les valeurs de flux suivantes ne sont pas dépassées pour chaque appareil :

Polluant	Flux horaire kg/h	Flux journalier kg/j	Flux mensuel en kg/mois
Oxydes d'azote (NOx)	2,8	36,6	1031
Monoxyde de carbone	3,3	43	1213

Chaudières à gaz GN5 et GN6

Les valeurs de flux suivantes ne sont pas dépassées pour chaque appareil :

Polluant	Flux horaire kg/h	Flux journalier kg/j	Flux mensuel en kg/mois
Oxydes d'azote (NOx)	1,4	18,4	519
Monoxyde de carbone	1,6	21,6	610

Chaudière à gaz GE3

Les valeurs de flux suivantes ne sont pas dépassées pour l'appareil :

Polluant	Flux horaire kg/h	Flux journalier kg/j	Flux mensuel en kg/mois
Oxydes d'azote (NOx)	10,2	134,6	3794
Monoxyde de carbone	10,2	134,6	3794

Chaudière à gaz GE4

Les valeurs de flux suivantes ne sont pas dépassées pour l'appareil :

Polluant	Flux horaire kg/h	Flux journalier kg/j	Flux mensuel en kg/mois
Oxydes d'azote (NOx)	2,8	37	1042
Monoxyde de carbone	2,8	37	1042

Chaudière biomasse GB1

Les valeurs de flux suivantes ne sont pas dépassées pour l'appareil:

Polluant	Flux horaire kg/h	Flux journalier kg/j	Flux mensuel en kg/mois
Poussières	0,2	2,1	60
Oxydes d'azote (NOx)	4,5	59,1	1667
Monoxyde de carbone	4,8	63,4	1786
Dioxyde de soufre	1,6	21,1	595
Ammoniac	0,2	2,1	60
Chlorure d'hydrogène	0,2	2,1	60

Chaudière biomasse GB2

Les valeurs de flux suivantes ne sont pas dépassées pour l'appareil :

Polluant	Flux horaire kg/h	Flux journalier kg/j	Flux mensuel en kg/mois
Poussières	0,3	4	112
Oxydes d'azote (NOx)	8,4	111	3125
Monoxyde de carbone	9	119	3348
Dioxyde de soufre	3	39,6	1116
Ammoniac	0,3	4	112
Chlorure d'hydrogène	0,3	4	112

- **FLUX ANNUELS**

Les émissions des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (démarrage et arrêts, pannes des systèmes de traitement des fumées...) sont prises en compte dans les flux annuels.

Chaudières à gaz :

Le flux annuel d'oxydes d'azote est limité à 20,1 t/an calculé sur la base de concentrations annuelles moyennes de 100 mg/Nm³ (appareils GE 3 et 4) et 60 mg/Nm³ (appareils GN 1 à 6).

A partir de l'année 2029 (incluse), après l'arrêt de GE4, ce flux est ramené à 18,3 t/an.

A partir de l'année 2031 (incluse), après l'arrêt des deux appareils GE3 et GE4, ce flux est ramené à 6,6 t/an.

Le flux annuel de monoxyde de carbone est limité à 22,7 t/an calculé sur la base d'une concentration annuelle moyenne de 100 mg/Nm³.

A partir de l'année 2031 (incluse), après l'arrêt des deux appareils GE3 et GE4, ce flux est ramené à 11,1 t/an.

Chaudière à biomasse :

Le flux annuel d'oxydes d'azote est limité à 22,1 t/an (valeur définie sur la base d'une concentration annuelle moyenne de 100 mg/Nm³).

Le flux annuel de monoxyde de carbone est limité à 33,1 t/an (valeur définie sur la base d'une concentration annuelle moyenne de 150 mg/Nm³).

Le flux annuel de dioxyde de soufre est limité à 3,3 t/an (valeur définie sur la base d'une concentration annuelle moyenne de 15 mg/Nm³).

Le flux annuel de chlorure d'hydrogène est limité à 1,1 t/an (valeur définie sur la base d'une concentration annuelle moyenne de 5 mg/Nm³).

Le flux annuel d'ammoniac est limité à 1,1 t/an (valeur définie sur la base d'une concentration annuelle moyenne de 5 mg/Nm³).

Le flux annuel de poussières est limité à 0,9 t/an (valeur définie sur la base d'une concentration annuelle moyenne de 4 mg/Nm³).

2.2.3 Conditions de respect des valeurs limites en concentration, mesures périodiques et en continu

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission en concentration fixées au point 2.2.2 sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées ;

- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission fixées.

(Rappel : l'article 34 de l'arrêté ministériel susvisé du 03 août 2018 s'applique)

Dans le cas de mesures périodiques, les valeurs limites d'émission en concentration fixées au point 2.2.2 sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas ces valeurs limites d'émission.

ARTICLE 2.3 : Surveillance des rejets dans l'atmosphère

2.3.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

Mesure en continu

Pour les chaudières alimentées en biomasse, les émissions atmosphériques de : poussières, d'oxydes d'azote (NOx), de dioxyde de soufre, de monoxyde de carbone, d'ammoniac et de chlorure d'hydrogène sont mesurées en continu.

Pour les chaudières alimentées en gaz naturel, les émissions atmosphériques d'oxydes d'azote (NOx) et de monoxyde de carbone sont mesurées en continu.

Sont également mesurés en continu, dans tous les cas, les paramètres permettant de ramener les résultats aux conditions normales et à la teneur en oxygène de référence.

Mesures périodiques

Deux mesures annuelles sont réalisées à chaque conduit de chaudière alimentée à la biomasse (GB1 et GB2), par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Les paramètres et polluants recherchés sont les suivants (NB : *ils intègrent les paramètres, non listés, permettant de ramener les résultats aux conditions normales et à la teneur en oxygène de référence*) :

ammoniac (NH ₃)
oxydes d'azote (NOx)
protoxyde d'azote (N ₂ O)
monoxyde de carbone (CO)
dioxyde de soufre (SO ₂)
trioxyde de soufre
chlorure d'hydrogène (HCl)
fluorure d'hydrogène (HF)
poussières (PM 10 et PM 2,5 en les distinguant)

métaux et leurs composés exprimés en métal (As, Cd, Co, Cr et CrVI, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb Se Tl V Zn)
mercure et ses composés exprimés en mercure (Hg)
Composés organiques volatils totaux (COVT)
dioxines et furannes (PCDD/F exprimés en équivalent toxique OTAN « Iteq »)
PCB « indicateurs »
PCB dioxin-like exprimés en équivalent toxique OMS
hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)
benzo(a)pyrène
benzène
formaldéhyde

Les deux premières années de fonctionnement, 4 mesures de ce type sont réalisées aux cheminées des chaudières GB1 et GB2.

Pour les chaudières à gaz naturel, les polluants mesurés en continu, le dioxyde de soufre, les poussières ainsi que les métaux (Cd, Hg, Se, Cr, Co, Cu, V, Zn, Pb) et l'arsenic (As) sont mesurés annuellement par un tel organisme agréé, à défaut accrédité.

Effets sur l'environnement

A l'issue de la première année de fonctionnement des appareils GB1 et GB2, l'exploitant, sur la base des résultats d'émission mesurés, définit dans un délai de 6 mois des modalités de surveillance environnementale (air, retombées) en référence aux guides et bonnes pratiques en la matière. Cette surveillance est mise en œuvre dès sa définition, puis répétée au moins annuellement. Ses conclusions sont portées aux rapports annuels avec des diagrammes permettant d'apprécier l'évolution des paramètres mesurés.

Rapport annuel

Le rapport annuel imposé à l'article 6 de l'arrêté ministériel susvisé du 03 août 2018, rend compte explicitement chaque année du respect des hypothèses de l'Évaluation des Risques Sanitaires de la demande d'autorisation, en termes d'enveloppe des émissions atmosphériques des polluants réglementés au présent arrêté.

Rapports trimestriels

Les rapports trimestriels de surveillance prévus à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 intègrent les résultats de la surveillance des paramètres et polluants ici listés et que cet arrêté ne prévoit pas.

Signalement des dépassements

Les dépassements de valeurs-limites sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais suivant leur constatation par l'exploitant. Ils sont commentés conformément à l'article 1.8 du présent arrêté.

ARTICLE 2.4 : Dispositions spécifiques

2.4.1 Dispositions particulières applicables en cas d'épisode de pollution de l'air

Dès le déclenchement de la procédure d'information / recommandation, l'exploitant arrête le fonctionnement des chaudières alimentées à la biomasse.

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 3.1 : Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal horaire (m ³ /h)	Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)
Eau souterraine Puits référencé 272-2-169	Nappe rhénane	CG001	34 m ³ /h	20 000

3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

L'Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux forages (rubrique IOTA 1.1.1.0) s'applique à l'établissement.

ARTICLE 3.2 : Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

L'exploitant distingue les différentes catégories d'effluents

Les eaux industrielles sont rejetées depuis un point unique. Ce point est repéré sur le site.

3.2.2 Dispositions générales

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

La capacité de confinement des eaux d'extinction est de 900 m³ au total.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas, elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

3.2.3 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du Code de la santé publique.

ARTICLE 3.3 : Limitation des rejets

3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Eaux pluviales

Les eaux pluviales des voiries et des parkings rejoignent le réseau collectif unitaire après séparation des hydrocarbures et décantation. Le décanteur - séparateur utilisé garantit une teneur en

hydrocarbures des eaux traitées inférieure ou égale à 5 mg/l et une teneur en MEST des eaux traitées inférieure ou égale à 100 mg/l.

Les eaux pluviales de toitures sont infiltrées conformément au dossier de demande d'autorisation (étude d'impact p. 100 à 110).

Eaux industrielles

Ces eaux rejoignent le réseau d'assainissement.

Le débit journalier est de 250 m³/j.

Le pH des effluents rejetés est compris entre 5,5 et 9,5.

Les valeurs à ne pas dépasser en moyenne journalière ou lors d'un rejet par bâchée sont les suivantes :

Polluant	Code sandre	Valeur limite mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	1305	2200
Matières en suspension totales (MEST)	1314	1200
Azote global	1551	145
Phosphore total	1350	60
Fluorures	7073	25
Sulfates	1338	2000
Sulfures	1355	0,2
Sulfites	1086	20
AOX	1106	0,5

Les valeurs à ne pas dépasser en moyenne journalière ou lors d'un rejet par bâchée sont les suivantes pour les métaux et métalloïdes et leurs composés :

Polluant	Code sandre	Valeur limite µg/l
As	1369	25
Cd	1388	5
Cr	1389	50
Cu	1392	50
Hg	1387	3
Ni	1386	50
Pb	1382	20
Zn	1383	80

ARTICLE 3.4 : Surveillance des prélèvements et des rejets

3.4.2 Contrôle des rejets

La qualité des eaux industrielles rejetées au réseau d'assainissement est contrôlée mensuellement suivant les polluants et paramètre cités au présent titre, augmentés des chlorures, avant tout mélange avec d'autres eaux.

ARTICLE 3.5 : Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

3.5.1 Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant exploite un réseau de surveillance de la nappe composé de 3 piézomètres (1 en amont hydraulique et 2 en aval). Ce réseau inclut en outre le puits de prélèvement référencé : 272-2-169.

L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient en vue de garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. À cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol. En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes de qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

L'exploitant réalise l'autosurveillance suivant le tableau ci-après :

Dénomination de l'ouvrage et n°BSS délivré par le BRGM	Fréquence des prélèvements et analyses	Paramètres à rechercher :	
		Nom	Code SANDRE
Amont (Pz 2) 272-2-643	annuelle	Hydrocarbures	7009
		HAP	2033
		BTEX	5918
Aval (Pz 1) 272-2-642	annuelle	Mêmes paramètres	idem
Aval (Pz 3) 272-2-644	annuelle	Mêmes paramètres	idem
Puits 272-2-169	annuelle	Mêmes paramètres	idem

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées. Au moins, une fois par an, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint aux résultats d'analyse une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

3.5.2 Surveillance des sols

L'exploitant réalise une surveillance, a minima décennale, des sols susceptibles d'être pollués par des substances ou mélanges dangereux pertinents mis en œuvre (Les substances ou mélanges dangereux sont ceux mentionnés à l'article 3 du règlement CE n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges). Il tient à disposition de l'inspection les études de dimensionnement de cette surveillance et lui transmet les résultats des prélèvements effectués.

3.5.3 Protection des sols et des eaux souterraines

L'exploitant prend toute disposition nécessaire pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc...).

TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

ARTICLE 5.1 : Limitation des niveaux de bruit

Les zones à émergence réglementée sont définies en référence à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

5.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Sans préjudice du point 5.1.3 ci après, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
En limite de l'établissement	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

5.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation.

5.1.3 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

5.1.6 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Rappel : Les dispositions du titre VII de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 s'appliquent.

ARTICLE 6.3 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, précisés comme ci-après :

- 3 poteaux incendie normalisés susceptibles de délivrer chacun 60 m³/h pendant 2 heures (soit 120 m³ par poteau) sous une pression de 1 bar ;
- pour les silos à bois : un système de sprinklers sec au déclenchement asservi à la détection de points chauds, un sprinklage ou un système de déluge dans les convoyeurs, un sprinklage au poste de déchargement ;

Les moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés aux chaufferies biomasse ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

ARTICLE 7.1 : Limitation du stockage sur site

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les valeurs suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	115 m ³ de cendres sous foyer stockées en vrac dans des conditions en prévenant l'envol et l'entraînement par les eaux pluviales. Moins d'une tonne de déchets divers OM et emballages.
Déchets dangereux	1 tonne de boues d'épuration des séparateurs d'hydrocarbures. 100 m ³ de cendres volantes stockées en GRV (grand récipient vrac) dans des conditions en prévenant l'envol et l'entraînement par les eaux pluviales. 3 tonnes de ferrailles dans des bennes 500 L. 2 tonnes de résidus issus du traitement des fumées par les laveurs condenseurs. 200 kg de déchets d'absorbants, de résidus filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection. 250 kg d'huiles hydrauliques usagée.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

ARTICLE 8.1 : Laveur-condenseur

Rappel: l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, s'applique.

En complément des dispositions de cet arrêté ministériel :

- un suivi analytique (recherche de légionelles) renforcé est mis en place les trois premiers mois, durant lesquels les prélèvements et analyses à chaque point de contrôle sont réalisés tous les 15 jours ;
- après chaque arrêt prolongé, au moins deux prélèvements sont réalisés par point de contrôle, à intervalle de 15 jours ;

- la fréquence de surveillance en routine est portée à 1 prélèvement et 1 analyse par mois et par point de contrôle ;
- en cas d'apparition de condensats en pied de cheminée, ceux-ci sont analysés à fréquence mensuelle.

ARTICLE 8.2 : Dispositifs d'épuration des fumées et asservissement du fonctionnement des chaudières GB1 et GB2 à leur disponibilité.

Pour le traitement des fumées et la prévention de la formation d'oxydes d'azote par les chaudières GB1 et GB2, l'exploitant met en oeuvre :

- un multicyclone ;
- une injection de chaux et de charbon actif ;
- un filtre à manche ;
- l'injection d'urée (SNCR).

L'indisponibilité de l'un des dispositifs :

- multicyclone ;
- injection de chaux et de charbon actif ;
- filtre à manche ;
- injection d'urée (SNCR).

empêche l'allumage des chaudières GB1 et GB2.

Si une défaillance de l'un des dispositifs intervient pendant le fonctionnement d'une chaudière, il entraîne le lancement de la procédure d'arrêt de l'appareil par l'arrêt de l'alimentation en combustibles.

ARTICLE 8.3 : Silos à bois

Les éléments de construction présentent les caractéristiques de résistance et de réaction au feu suivantes : parois REI 120 ; couverture BROOF (t3) ; portes EI 30.

ARTICLE 8.4 : Biodiversité

La cheminée existante n'est plus utilisée mais conservée.

Après la mise en fonctionnement de la chaufferie dans les conditions du présent arrêté, l'exploitant confie à un organisme à l'expertise reconnue en la matière, une surveillance annuelle du nichoir à faucon pèlerin localisé sur la cheminée historique déconnectée et sur l'une des cheminées de 28 m.

Les comptes rendus périodiques de cette surveillance sont tenus à la disposition de la DREAL.

TITRE 9 Dispositions finales

ARTICLE 9.1 : Caducité

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de **trois ans** à compter du jour de la notification de

l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R.211-117 et R.214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

ARTICLE 9.2 : Délais et voies de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

« Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratifs ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement). »

ARTICLE 9.3 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Strasbourg pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du Code de l'environnement ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 9.4 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Strasbourg

Le préfet

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Mathieu DUHAMEL

